



**LE 5 NOVEMBRE 2020 : PRENONS DATE**

**LES AVANCEES SALARIALES DU « SEGUR »  
DOIVENT S'APPLIQUER  
A TOUS LES SALARIES ET AGENTS  
DES SECTEURS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX**



Depuis 20 ans, passage aux 35h, les gouvernements successifs ont gelé les augmentations de salaires au nom d'une austérité qu'ils ont eux-mêmes décrétée.

Or, en pleine crise sanitaire, les fonctionnaires hospitaliers et les agents territoriaux des EHPAD, après un an de mobilisation, d'assemblées générales, de grève des urgences, ont arraché une première augmentation salariale de 183 euros net pour tous, faisant ainsi voler en éclat les verrous de toutes les politiques austéritaires !!

De l'argent il y en a : 435 milliards de fonds publics distribués sans aucune contrepartie par l'Etat aux intérêts privés !! Alors ?! Depuis trente ans, on balade les salariés avec des justifications de politiques de restriction !

Et maintenant ? Le gouvernement et les fédérations d'employeurs veulent ignorer les efforts effectués par des milliers de salariés pendant la crise COVID. Ils voudraient continuer à fermer les yeux sur les conditions de salaire et de travail déplorables et renvoyer encore une fois aux calendes la question des augmentations de salaires.

La situation n'est plus tenable, ni pour les salariés ni pour les établissements.

Aujourd'hui, face à la mobilisation dans l'Aide à Domicile, le gouvernement est bien obligé de prendre en considération la situation proche de la rupture, et de lâcher quelques millions pour la revalorisation des salaires.

C'est le moment : Les Fédérations syndicales (FNAS, SPS, FGF et DEFENSE FO) ont alerté en audience le cabinet du Premier Ministre sur cette situation alarmante.

**OUI, Les salariés et agents des secteurs privés et publics, à but lucratif et non lucratif, de l'Action Sociale et Médicosociale, de la Protection de l'Enfance, de l'Aide à Domicile et de l'Insertion, doivent voir leurs salaires augmenter !**

**Pour commencer : Exigeons l'égalité de traitement !**

Partout en France, le 5 novembre 2020, organisons-nous pour défendre nos secteurs. Réunissons-nous en Assemblée Générale et portons nos légitimes revendications à la Préfecture : l'ETAT doit DEBLOQUER les FONDS !





**DE L'ARGENT IL Y EN A :  
OUI TOUT DE SUITE, POUR COMMENCER ET POUR TOUS  
183 EUROS D'AUGMENTATION DE SALAIRES !**

**Assemblée Générale**

**S'organiser se défendre faire valoir ses revendications**

**Le**

**à**

